

Elina LEMAIRE
Professeur des universités en droit public

elina.lemaire@u-bourgogne.fr

Université Bourgogne Europe
Faculté de droit
4 boulevard Gabriel
21000 Dijon



Fonctions : Professeur de droit public
Récipiendaire de la composante C3 du « RIPEC » (2024-2027)
Récipiendaire de la PEDR (2020-2024)

Spécialités et thématiques de recherche : Droit constitutionnel, droit politique, histoire constitutionnelle, histoire du régime parlementaire en France, droit parlementaire, déontologie et transparence de la vie publique, principe de laïcité, liberté religieuse

Établissement d'affectation :
Université de Bourgogne Europe

Laboratoires de rattachement :

1. CREDESPO (Centre de Recherche et d'Étude en Droit et en Science Politique) de l'Université Bourgogne Europe

2. Institut Michel Villey pour la culture juridique et la philosophie du droit de l'Université Paris II (membre de 2002 à 2011, puis membre associé depuis 2011)

Compétences linguistiques :

Bilingue français-grec
Anglais courant
Notions d'allemand

TITRES UNIVERSITAIRES

Habilitation à diriger des recherches, Université de Bourgogne Franche-Comté (décembre 2016)

Titre du mémoire d'HDR : « Droit constitutionnel, pratiques et politique »

Membres du jury : les professeurs Pierre-Henri Prétot (président), Éric Desmons, Armel Le Divellec, Arnaud Le Pillouer et Bernard Quiriny

Doctorat en droit public, Université Paris II – Panthéon-Assas (mai 2007)

Thèse sur *Les doctrines parlementaires des Lumières et les institutions libérales. Contribution à une histoire du libéralisme français*, rédigée sous la direction du professeur Stéphane Rials. Mention très honorable, avec les félicitations du jury décernées à l'unanimité

Prix de thèse de l'Université Paris II. Thèse proposée pour le prix Picard de la Chancellerie des Universités de Paris. Thèse honorée d'une subvention du CECF (Centre

d'études constitutionnelles et politiques) de l'Université Paris II en vue de sa publication, et publiée aux Presses Universitaires de France

Diplôme d'études approfondies de droit public interne, Université Paris II, mention Bien (2002)

Diplôme d'études approfondies de philosophie du droit, Université Paris II, mention Bien (2001)

Maîtrise en droit public, Université Paris II, mention Assez Bien (2000)

Licence en droit, Université de Caen, mention Bien (1999)

PARCOURS ACADÉMIQUE

Professeur à l'Université de Bourgogne (depuis septembre 2022)

Classée (rang : 1^e) à l'Université de Paris Nanterre sur le poste n° 02PR4642 (art. 46 1° du décret du 6 juin 1984, mai 2022)

Classée (rang : 1^e) à l'Université de Bourgogne Franche-Comté sur le poste n° 02PR4758 (art. 46 3° du décret du 6 juin 1984, mai 2022)

Classée (rang : 2^e) à l'Université Jean-Moulin Lyon III sur le poste n° 02PR4340 (art. 46 1° du décret du 6 juin 1984, juin 2020)

Qualifiée aux fonctions de professeur des universités (art. 46 1° du décret du 6 juin 1984 fixant les dispositions statutaires communes applicables aux enseignants-chercheurs, dans sa version antérieure à 2021) par le Conseil National des Universités (février 2020)

Promotion (nationale) au grade de la hors classe du corps des maîtres de conférences (section 02 du CNU) (septembre 2019)

Maître de conférences à l'Université de Bourgogne Franche-Comté (2011-2022)

Maître de conférences à l'Université Paris II – Panthéon-Assas (2008-2011)

Admissible au premier concours d'agrégation de l'enseignement supérieur pour le recrutement des professeurs des universités (2008 et 2010)

Qualifiée aux fonctions de maître de conférences par le Conseil National des Universités (section 02) (2008)

Attaché temporaire d'enseignement et de recherche à l'Université Paris II (2006-2008)

Allocataire-moniteur à l'Université Paris II (2002-2005)

Tuteur (chargé d'enseignement) à l'Université Paris II (2000-2002)

RESPONSABILITÉS SCIENTIFIQUES

- **Membre élu (suppléant) du CNU** (Section 02) (2019-2022)

Activités éditoriales

Ouvrages

- Responsable (depuis 2025) de la collection « Droit constitutionnel » chez l'Harmattan

Revue

- Membre du conseil de rédaction de la revue [Jus Politicum. Revue de droit politique](#), Dalloz et en *open access*
- Membre de la direction tournante du blog de *Jus Politicum*
- Membre du conseil de rédaction de la **Revue française de droit constitutionnel** (RFDC), PUF
- Membre du comité de rédaction de la [Revue d'étude et de culture parlementaires](#) en *open access*
- Membre du conseil de rédaction de la **Revue française d'histoire des idées politiques**, L'Harmattan
- Membre du comité de rédaction de la revue *Droits. Revue française de théorie, de philosophie et de culture juridiques* (2007-2011), PUF

Évaluation d'articles pour l'**International Journal of constitutional law**, revue internationale de droit constitutionnel, publiée avec le soutien de la **New York University School of Law**, Oxford University Press ; évaluation d'ouvrages pour les EUD (éditions universitaires de Dijon)

Membre du comité scientifique de l'ouvrage collectif « Histoire des constitutions » (coord. Franck Duchesne et Morgane Fortin, doctorants à l'Université Paris Nanterre), à paraître en 2026 chez Mare & Martin

Expertise

- Membre du vivier d'expertes pour le **service politique de l'AFP** (2025-...)
- Membre du jury pour l'attribution de la bourse de recherche du **Réseau francophone d'éthique et de déontologie parlementaires** (2024)
- Membre du jury du prix de l'Observatoire de l'éthique publique – Transparency International France (1^e édition, 2022)

- **Audition par la commission des lois de l'Assemblée nationale** dans le cadre de l'examen de la proposition de loi organique (n° 3720) visant à modifier le régime indemnitaire des membres du Conseil constitutionnel (janvier 2021)

Participation à des projets collectifs

- **Membre du GRECI (Groupe de réflexion et d'étude sur la Constitution et les Institutions)** créé à l'initiative de Jean-Philippe Derosier, professeur à l'Université de Lille (2023)
- **Membre (depuis 2018) puis vice-présidente (2021-2023) de l'Observatoire de l'éthique publique.** Think tank fondé au printemps 2018 par l'ancien député René Dosière, l'Observatoire de l'éthique publique a pour ambition d'associer des universitaires et des parlementaires dans le but de contribuer aux progrès de la transparence et de la déontologie, sur le plan scientifique et dans le domaine des pratiques. Au sein de cet Observatoire, nous avons été chargée, d'une part, avec Jean-François Kerléo, des recherches portant sur le Parlement et, d'autre part, des recherches portant sur le Conseil constitutionnel (qui ont notamment conduit à la publication, à partir de décembre 2018, d'une série d'études sur le régime indemnitaire des membres de l'institution). En collaboration avec Mme Cécile Untermaier, députée, nous avons pensé la réforme du régime indemnitaire des membres du Conseil constitutionnel. Cette collaboration s'est traduite par le dépôt d'une proposition de loi n° 3720 visant à modifier le régime indemnitaire des membres du Conseil constitutionnel, à l'élaboration de laquelle nous avons activement participé. Adoptée à l'unanimité par la commission des lois à l'Assemblée nationale (le 17 février 2021), elle n'a pas été inscrite à l'ordre du jour de la séance publique (2018-...)
- **Membre d'un groupe de travail** constitué à l'initiative de la **fondation Jean-Jaurès** (avec, notamment, Lauréline Fontaine, Julien Jeanneney, Ferdinand Mélin-Soucramanien, Jean-Louis Nadal, Dominique Rousseau et Charles-Edouard Sénac) et chargé de réfléchir à la façon dont s'organise **la transition présidentielle** en France. Le rapport du groupe de travail doit être rendu public en 2022 (2022)
- **Membre d'un groupe de travail** réuni autour de Dominique Andolfatto (professeur à l'Université de Bourgogne Franche-Comté) sur **Les citoyennetés politique, sociale, sanitaire et numérique au prisme de l'épidémie de Covid-19** (2021-2022)
- Membre d'une **équipe de recherche de l'Université de Bourgogne Franche-Comté** (dirigée par les professeurs Elsa Forey et Yan Laidié) sur « **La laïcité dans la justice** » (projet financé par le GIP « Mission de recherche Droit et Justice ») (2016-2019)

Participation à des jurys

Jurys de thèse

- 12.** Clément Gaubard, *La représentation socioprofessionnelle en droit constitutionnel* (dir. A. Laquière), Université Paris Cité, décembre 2025
- 11.** Guilhem Baldy, *La solidarité en droit constitutionnel* (dir. David Mongoin), Lyon III, décembre 2024 [qualifié en 2025 aux fonctions de maître de conférences par la section 02 du CNU] (rapporteur)
- 10.** Marcia Chevrier, *Les dix premières années de la Ve République. Contribution à une théorie de la concrétisation non juridictionnelle de la Constitution* (dir. Denis Baranger et Olivier Beaud), Paris Panthéon-Assas, octobre 2024 [qualifiée en 2025 aux fonctions de maître de conférences par la section 02 du CNU] (présidente du jury)
- 9.** Nicolas Brianza, *Le refus de concours en droit constitutionnel* (dir. Julien Boudon et Luc Klein), Reims, janvier 2024 (rapporteur)
- 8.** Frédéric Sedat, *L'écriture des décisions du Conseil constitutionnel* (dir. Eric Oliva et Sophie de Cacqueray), Aix-Marseille Université, décembre 2023 (rapporteur)
- 7.** Mohesh Balnath, *L'administration des assemblées parlementaires sous la Cinquième République* (dir. Philippe Blachèr et Hervé de Gaudemar), Université Jean Moulin Lyon-III, octobre 2022 [qualifié en 2023 aux fonctions de maître de conférences par la section 02 du CNU] (présidente du jury)
- 6.** Théophile Verniseau, *Les Constitutions napoléoniennes du Consulat et de l'Empire (1799-1814) : entre Constitution autoritaire et Constitution impériale* (dir. Olivier Beaud et François Saint-Bonnet), Université Paris II, juin 2022 (rapporteur)
- 5.** Edern de Barros, *Le régime mixte chez Condillac et Mably. L'histoire contre le despotisme légal des Économistes* (dir. Jacques de Saint-Victor), Université Paris XIII – Sorbonne Paris Nord, novembre 2021 [qualifié en 2022 aux fonctions de maître de conférences par la section 03 du CNU]
- 4.** Juan Hernandez, *La procédure et les libertés anciennes : le discours et la pratique* (dir. François Saint-Bonnet), Université Paris II – Panthéon-Assas, octobre 2020 [qualifié en 2021 aux fonctions de maître de conférences par la section 03 du CNU]
- 3.** Alkhanssâa Triaoui, *La Constitution marocaine de 2011 : une contribution au constitutionnalisme maghrébin après le Printemps arabe* (dir. Éric Desmons), Université Paris XIII, novembre 2019 (rapporteur)
- 2.** Francis Donazar, *Les groupes parlementaires sous la V^e République* (dir. Armel Le Divellec), Université Paris II – Panthéon-Assas, juillet 2019 (rapporteur)
- 1.** Nicolas Deiller, *Le régime juridique des biens culturels. Vers une nouvelle approche du droit des cultes en France ?* (dir. Yan Laidié), Université de Bourgogne Franche-Comté, novembre 2018

Concours d'entrée à l'École Nationale d'Administration (ENA-INSP)

- Membre du jury du concours interne pour l'épreuve de droit public (2022)
- Membre du jury du concours externe pour l'épreuve de droit public (2021)
- Membre du jury du 3^e concours pour l'épreuve de droit public (2020)

Comités de sélection pour le recrutement de professeurs des universités (section 02 du CNU)

- Université Paris Saclay (2025)
- Université de Tours (2024)
- Université de Bourgogne (2023) (présidence)

Comités de sélection pour le recrutement de maîtres de conférences (section 02 du CNU)

- Université Jean Moulin Lyon III (2023)
- Université de Paris Cité (ex-Paris V-Descartes) (2022) (vice-présidence)
- Université de Lorraine (2021)
- Université d'Orléans (2020) (le poste a été pourvu à la mutation prioritaire)
- Université de Bourgogne (2015)
- Université de Bourgogne (2013)

Examen d'accès au CRFPA

- IEJ « Jean Domat » de l'Université Paris I (2020) (correcteur de l'épreuve de « Procédure administrative contentieuse »)
- IEJ « Pierre Raynaud » de l'Université Paris II (2010) (membre du jury du grand oral)

Autres

- Correcteur associé au jury des concours externe et interne de directeur d'établissement sanitaire, social et médico-social (catégorie A+) (matière : droit public) (2011, 2012, 2014, 2016)
- Correcteur associé au jury des concours externe et interne d'inspecteur du travail (catégorie A) (matière : droit public) (2013)
- Membre du jury du concours de plaidoirie et d'éloquence organisé par l'Association Droit Dijon (2018)

Directions de thèses

2. Alexandre Dupont, *La force publique. Une étude de droit public* (2023-...) [financement par contrat doctoral]

1. Elias Clerteau, *Le traitement juridique de l'islam en France*, en co-direction avec Elsa Forey (2022-...) [financement par contrat doctoral]

Direction de mémoires (M) et de dossiers de recherche (DR) dans le cadre du M2 Recherche « Protection des droits fondamentaux et des libertés » de l'Université de Bourgogne Franche-Comté

17. Alisson Bonnaud, *La constitutionnalisation de la liberté à l'avortement en France. Quelle distinction entre « droit » et « liberté » ?* (2024, DR)

16. Rose Ringot, *Pratique religieuse et accès à la fonction publique. A propos de la décision de la Cour administrative d'appel de Paris sur la « tabâa »* (2024, DR)

15. Dorian Le Cœur, *La responsabilité individuelle des membres du Gouvernement lors d'une mise en cause dans une affaire depuis les années 1990* (2022, M)

14. Damien Cordin, *La déontologie des membres du Conseil constitutionnel. Réflexions et prospections pour une réorganisation de la juridiction constitutionnelle française* (2022, M)

13. Alexandre Dupont, *Le nouveau déferé laïcité* (2022, DR)

12. Mathilde Müller, *Le lobbying au Conseil constitutionnel. Premiers enseignements tirés de l'analyse des portes étroites publiées entre 2019 et 2021* (2021, M)

11. Arevik Janunts, *La réforme de l'indemnité parlementaire en 2017. Un bilan à l'issue de la XV^e législature* (2021, M)

10. Violette Hanania, *Vers la naissance d'un droit au suicide assisté en France ? A propos de la QPC soulevée par l'association Dignitas* (2021, DR)

9. Marie Frérot, *La naissance d'un recours effectif pour contester les conditions de détention indignes en France (2020-2021)* (2020, M)

8. Marie Ressencourt, *La clause de conscience des médecins en matière d'interruption volontaire de grossesse* (2019, DR)

7. Sophie Pierdet, *Le contentieux constitutionnel de la législation anti-terroriste* (2018, M)

6. Marie Porra, *Le traitement juridique de la radicalisation en prison : l'exemple des unités dédiées* (2018, DR)

5. Loïc Barillot, *Le contentieux constitutionnel de l'état d'urgence* (2018, M) [publié dans *Jus Politicum*, n° 25, janvier 2021]

4. Stéphane Ekra Kouakou, *Les candidats à l'élection présidentielle française de 2017 et le principe de laïcité* (2017, M)

3. Yann Amani Oulla, *La réglementation des tenues de plage* (2016, M)

2. Elba Lekaj, *1995-2015 : 20 ans de réflexion sur la réforme des institutions (à propos du rapport du groupe de travail sur l'avenir des institutions, « Refaire la démocratie », Assemblée Nationale, 2015)* (2015, DR)

1. Marie-Suzel Tabard, *Le statut juridique de la crèche de Noël* (2015, DR)

RESPONSABILITÉS ADMINISTRATIVES

- **Présidente élue du BCP** (bureau de la commission de proposition, chargé de proposer au CAC la composition des comités de sélection pour le recrutement des enseignants-chercheurs, les rapporteurs RIPEC C3, les recrutements d'ATER, la titularisation des maîtres de conférences stagiaires...) des sections 02, 03 et 04 de l'Université de Bourgogne (2022-...)
- **Responsable pédagogique de la L1 droit** de l'Université de Bourgogne (2022-2025)
- **Référent (enseignant) handicap de l'UFR** droit, sciences économiques et politiques de l'Université de Bourgogne Franche-Comté (2021-2023)
- **Membre élu du Conseil d'UFR** de droit, sciences économiques et politiques de l'Université de Bourgogne Franche-Comté (2018-2022)
- **Trésorier** de la Société pour l'Histoire des Facultés de Droit et de la Culture Juridique (2007-2011)
- **Secrétaire général** de Dogma, Institut pour l'étude des disciplines dogmatiques et l'histoire générale des formes, de l'Université Paris II (2007-2009)

ACTIVITÉS PÉDAGOGIQUES

Cours magistraux

- *Droit constitutionnel*, première année de licence, mention droit (33 h) (depuis 2015). Le cours est assorti de travaux dirigés.
- *Gouvernance de l'action publique*, première année de master, mention droit public et AES (30 h) (depuis 2024).
- *Déontologie des fonctions publiques*, deuxième année de master, mention droit des ressources humaines des fonctions publiques (15 h) (depuis 2024).
- *Droit public*, deuxième année de Master, mention protection des droits fondamentaux et des libertés (15 h) (depuis 2025)
- *Institutions administratives*, première année de licence, mention droit (20 h) (depuis 2011).

- *Pouvoirs publics et gestion des crises sanitaires*, PASS (15 h) (depuis 2022)

Séminaire

- *Droit constitutionnel (Institutions et libertés)*, deuxième année de Master recherche, mention Protection des droits fondamentaux et des libertés (5 h) (2025-auj).

Anciens cours

- *Philosophie du droit* (CM), Université de Bourgogne, première année de licence, mention droit (20 h) (2011-2023).
- *Droit administratif* (CM), Université de Bourgogne, deuxième année de licence, mention A.E.S. (26 h) (2020-2023). Le cours était assorti de travaux dirigés.
- *Droit constitutionnel* (CM), Université de Bourgogne, première année de licence, mention A.E.S. (2*26 h puis 30 h) (2011-2019). Le cours était assorti de travaux dirigés.
- *Protection internationale des droits de l'homme et droit humanitaire*, deuxième année de Master recherche, mention Protection des droits fondamentaux et des libertés (5 h) (2014-2025).
- *Grandes doctrines juridiques, politiques et économiques* (CM), Université Paris II, première année de Master, mention droit public (36 h). Le cours était assorti de travaux dirigés.
- *Éléments fondamentaux du droit public français* (CM), Université Paris II, deuxième année de Master, mention Culture juridique française et européenne (24 h).
- *Droit administratif général* (TD), Université de Bourgogne, deuxième année de licence, mention droit (30 h) (sous la direction des professeurs Gérald Simon et Bernard Quiriny, 2011-2022).
- *Droit constitutionnel* (TD), Université Paris II, première année de licence, mention droit (sous la direction des professeurs Denis Baranger, Olivier Beaud, Philippe Lauvaux et Hugues Portelli)
- *Droit administratif général* (TD), Université Paris II, deuxième année de licence, mention droit
- *Droit administratif des biens* (TD), Université Paris II, troisième année de licence, mention droit (sous la direction du professeur Pierre Delvolvé)

Autres formations

- **Rédaction du cours de Droit constitutionnel pour l'Université numérique juridique francophone (à compter de 2023, 2 semestres, 2* 600 000 signes).** Constituée en Groupement d'intérêt public en 2009, l'UNJF est désormais prise en charge par la Fondation Ius et Politia, créée à l'initiative de la Conférence des doyens de droit et de science politique, et abritée par l'**Académie des sciences morales et politiques**.
- **Formatrice dans le cadre de la préparation annuelle et estivale au CRFPA de l'IEJ de l'Université Paris I – Panthéon-Sorbonne (2012-2021)** (droit administratif et procédure administrative contentieuse)
- **Formatrice à l'École Nationale de Protection Judiciaire de la Jeunesse,** Pôle territorial de formation Grand-centre (interventions dans le cadre de formations sur la prévention de la radicalisation. Thématique : « Le principe de laïcité : formation historique et cadre général ») (novembre 2018, décembre 2019, octobre 2022)
- Pour la SPECQUE (Simulation du Parlement européen Canada-Québec-Europe), réalisation d'une formation sur le « Vêtement parlementaire » (2024), à destination d'étudiants européens et canadiens

ORGANISATION DE MANIFESTATIONS SCIENTIFIQUES

Colloques

8. L'histoire des idées politiques : construction et déconstruction(s) d'une discipline académique, journée d'études organisée en mars 2025 à l'Université de Bourgogne, en collaboration avec Bernard Quiriny et Tristan Pouthier

7. Participation citoyenne et démocratie. Enjeux théoriques et perspectives comparées, colloque international organisé en mai 2024 à l'Université de Bourgogne, en collaboration avec Margaux Bouaziz

6. Le Conseil constitutionnel, la déontologie et la transparence, colloque national organisé en juin 2021 à l'Université Paris II, en collaboration avec Thomas Perroud, professeur à l'Université Paris II (avec les contributions, notamment, de Eric Buge, Véronique Champeil-Desplats, Alexandre Ciaudo, Thomas Hochmann, Jean-François Kerléo, Fanny Malhière, Wanda Mastor, Olivier Renaudie, Lucie Sponchiado, Antoine Vauchez, Patrick Wachsmann)

5. Le droit politique et la V^e République, colloque national organisé en juin 2019 pour les 10 ans de la revue *Jus Politicum*, à l'Université Paris II, en collaboration avec Olivier Beaud, professeur à l'Université Paris II, Cécile Guérin-Bargues, professeur à

l'Université Paris Nanterre, et Céline Roynier, professeur à l'Université de Cergy-Pontoise (avec les contributions, notamment, de Manon Altwegg-Boussac, Renaud Baumert, Eric Buge, Jean-Marie Denquin, Olivier Jouanjan et Arnaud Le Pillouer)

4. Les Perier : une famille au service de l'État, colloque national organisé en mai 2019 à l'Université Paris V, en collaboration avec Alain Laquière, professeur à l'Université Paris V, et Éric Peuchot, maître de conférences à l'Université Paris V (avec les contributions, notamment, d'Eric Anceau, Olivier Beaud, Xavier Cabannes, Elsa Forey, et Frédéric Rouvillois)

3. Transparence et déontologie parlementaires : bilan et perspectives, colloque national organisé en octobre 2018 à l'Assemblée nationale et au Sénat, en collaboration avec Jean-François Kerléo, professeur à Aix-Marseille Université, et Romain Rambaud, professeur à l'Université Grenoble-Alpes (avec les contributions, notamment, d'Emmanuel Aubin, Eric Buge, Jean-Pierre Camby, Vincent Dussart, Jean Garrigues, Cécile Guérin-Bargues, Ferdinand Melin-Soucramanien, Olivier Rozenberg, Pauline Türk, Guillaume Tusseau et de nombreux parlementaires)

2. Les groupes parlementaires, colloque national organisé en mai 2018 à l'Université de Bourgogne Franche-Comté (avec les contributions, notamment, de Damien Connil, Elsa Forey, Jean-Eric Gicquel, Franck Lafaille, Alain Laquière, Armel Le Divellec, Didier Maus, Dorothée Reignier, Bernard Quiriny et Ariane Vidal-Naquet)

1. La Grande Guerre et le droit public, colloque national, labellisé par la mission du « Centenaire 14-18 », organisé les 26 et 27 novembre 2015 à l'Université de Bourgogne Franche-Comté, en collaboration avec Romain Rambaud, professeur à l'Université Grenoble-Alpes (avec les contributions, notamment, d'Éric Desmons, Nicolas Offenstadt, François Saint-Bonnet, Xavier Souvignet et Jean-Christophe Videlin)

« Conférences de lecture »

Création (avec Elsa Forey) et animation d'un cycle de conférences de lecture depuis 2019. La philosophie générale qui anime ce projet est de permettre à des collègues (ou plus largement, à des juristes) qui viennent de publier un ouvrage de le présenter devant un public composé d'universitaires et d'étudiants. L'ouvrage est en généra discuté par les organisatrices de la conférence (depuis 2019).

1^e conférence (27 septembre 2019) : Olivier Beaud, *La République injuriée. Histoire des offenses au chef de l'État de la III^e à la V^e République*, Paris, PUF, 2019

2^e conférence (28 janvier 2020) : Thomas Perroud, *Les grands arrêts politiques de la jurisprudence administrative*, Paris, LGDJ, 2019

3^e conférence (10 novembre 2023, avec Eva Darnay, doctorante à l'Université de Bourgogne) : Denis Baranger, *La Constitution. Sources. Interprétations. Raisonnements*, Paris, Dalloz, 2022

4^e conférence (20 janvier 2025) : Benjamin Morel, *Le Parlement, temple de la République. De 1789 à nos jours*, Paris, Passés composés, 2024

5^e conférence (12 mars 2025, avec Nicoletta Perlo) : Julien Jeanneney, *Contre la proportionnelle*, Paris, Gallimard, 2024

PUBLICATIONS

Ouvrages personnels

2. Jean Casimir-Perier, *Notes sur la Constitution de 1875*, Texte édité, présenté et commenté par Elina Lemaire, Paris, Dalloz, coll. « Bibliothèque Dalloz », 2015, 136 p. [recension : Jean-Félix de Bujadoux, *Jus Politicum*, n° 16, 2016]

1. *Grande robe et liberté. La magistrature ancienne et les institutions libérales*, Paris, PUF, coll. « Léviathan », 2010, 384 p.

[recensions : François Saint-Bonnet, *Jus Politicum*, n° 9, 2013 ; Nicolas Sild, nonfiction.fr et nomodos.blogspot.com]

Direction et codirection d'ouvrages collectifs

7. *Dictionnaire de l'éthique publique* (dir., avec Jean-François Kerléo), LexisNexis, 2025, 322 p.

6. *Le Conseil constitutionnel à l'épreuve de la déontologie et de la transparence* (dir., avec Thomas Perroud), LGDJ/IFJD, 2022, 370 p. [recension : Mariana Kato, *RFDC*, n° 135, 2023 ; Patricia Rrapi, *Droit & Société*, 2023, rubrique « [Lu pour vous](#) »]

5. *La déontologie des juges. État des lieux et perspectives d'avenir* (dir., avec Johanne Saison et Élise Untermaier-Kerléo), LGDJ/IFJD, 2021, 268 p.

4. *Les groupes parlementaires*, Paris, Institut Universitaire Varenne, coll. « Colloques et essais », 2019, 302 p. [recensions : Eric Thiers, *Jus Politicum*, n° 25 (janvier 2021) ; Priscilla Jansel-Monge, *RFDC*, n° 123, 2020, p. 743]

3. *Les Perier, une famille au service de l'État*, Paris, Éditions du Cerf, 2019, 280 p. (avec Alain Laquière et Eric Peuchot) [recensions : Jean-Pierre Chaline, *Revue Histoire, économie & société* ; Jean-Pierre Machelon, *Revue de l'Académie de Versailles*]

2. *Transparence et déontologie parlementaires : bilan et perspectives*, Paris, LGDJ/Varenne, coll. « Colloques et essais », 2019, 312 p. (avec Jean-François Kerléo et Romain Rambaud) [recension : Jérôme Onno sur Actu-juridique.fr, [en ligne](#)]

1. *La Grande Guerre et le droit public*, Paris, Institut Universitaire Varenne, coll. « Colloques et essais », 2017, 208 p. Ouvrage labellisé par la mission du « Centenaire 14-18 » et honoré d'une subvention versée par cette même mission

Coordination d'un numéro de revue

1. *Jus Politicum*, n° 24 (avril 2020), « Le droit politique » (avec Cécile Guérin-Bargues et Céline Roynier)

Articles et contributions à des ouvrages collectifs

- 65.** « Le Conseil constitutionnel est-il un représentant d'intérêts ? », in Maxence Christelle, Bertrand-Léo Combrade, Charles-Edouard Sénac, *Le Conseil constitutionnel et les représentants d'intérêts*, à paraître (2025)
- 63 et 64.** Notices « Conseil constitutionnel » et « Neutralité » (2*10 000 signes), in Jean-François Kerléo et Elina Lemaire, *Dictionnaire de l'éthique publique*, LexisNexis, 2025, 322 p.
- 62.** « L'accès aux documents administratifs et financiers du Conseil constitutionnel », (entretien avec Sylvie Salles), *Gestion et Finances publiques*, n° 5-2024, pp. 36-40
- 61.** « Commentaire de la décision n° 76-71 DC du 30 décembre 1976, *Décision du Conseil des Communautés européennes relative à l'élection de l'Assemblée des Communautés au suffrage universel* », in Thomas Perroud (dir.), *Les grandes décisions de la jurisprudence constitutionnelle. Approche politique*, Paris, LGDJ, 2024, pp. 117 à 141
- 60.** « Proposition sur l'article 56 » (avec Emmanuel Cartier), in Jean-Philippe Derosier (dir.), « 65 ans de la Ve République : une analyse prospective de la Constitution », Paris, LexisNexis, 2024, pp. 345-346
- 59.** « Juger la déontologie des ministres », in *Questions constitutionnelles. Revue de droit constitutionnel* (en open access), juin 2024 [[en ligne](#)]
- 58.** « Doctrine organique et doctrine captive : mieux internaliser pour mieux contrôler ? », in Samy Benzina et Julien Jeanneney (dir.), *Le Conseil constitutionnel et la doctrine*, Paris, Dalloz, 2024, p. 377-397
- 57.** « La destruction de l'Université par son propre ministère », (avec Olivier Beaud), *Recueil Dalloz*, 14 mars 2024
- 54 à 56.** Notices « Orateur », « Régime conventionnel et régime d'assemblée » et « Vêtement et costume » (3 * 10 000 signes), in Damien Connil, Audrey de Montis et Priscilla Monge (dir.), *Dictionnaire encyclopédique du Parlement*, Bruylant, 2023
- 53.** « La participation à la gestion de la crise sanitaire. L'exemple du Collectif citoyen sur la vaccination », in Dominique Andolfatto, *Citoyens dans la crise sanitaire*, Paris, Classiques Garnier, 2023, pp. 151-163
- 52.** « La motion de censure est-elle un instrument de protection des droits fondamentaux ? », in Audrey Bachert-Peretti et Priscilla Jensel-Monge (dir.), *Les droits fondamentaux : quels enjeux pour le Parlement ?*, Marté & Martin, 2023, pp. 183-197
- 51.** « Les doctrines politiques des colonels grecs (1967-1974). Forces armées, institutions et libertés », in Oscar Ferreira et Fabrice Hoarau, *Les Forces armées, gardiennes des institutions et des libertés*, Paris, Classiques Garnier, 2023, pp. 239-260

50. « Recension de R. Ghevontian (dir.), *Eugène Pierre, précurseur du droit parlementaire contemporain* (Bruxelles, Bruylant, 2019) », *Jus Politicum* n° 30, juillet 2023, pp. 153-156

49. « Les « institutions politiques » en complément du « droit constitutionnel » ? Retour sur la réforme des intitulés des enseignements de licence en 1954 », in Armel Le Divellec, *Des institutions et des normes. Une question préalable pour l'analyse juridique*, Paris, éditions Panthéon-Assas, 2023, pp. 37-58

48. « Carence du contrôle parlementaire et contrôle politique par les experts. A propos de la mission d'évaluation de l'exécutif sur la gestion de la crise due au Covid-19 », in Denis Baranger, Olivier Beaud, Cécile Guérin-Bargues, *Les démocraties face au Covid. L'état de la Constitution 2020-2022*, Paris, éditions Panthéon-Assas, 2023, pp. 115-120

47. « Contrôle parlementaire de la crise sanitaire : interrogations autour de l'attribution des pouvoirs d'enquête à la Mission d'information sur l'épidémie de Coronavirus à l'Assemblée nationale », in Denis Baranger, Olivier Beaud, Cécile Guérin-Bargues, *Les démocraties face au Covid. L'état de la Constitution 2020-2022*, Paris, éditions Panthéon-Assas, 2023, pp. 105-113

46. « Le Parlement face à la crise du Covid-19 », in Denis Baranger, Olivier Beaud, Cécile Guérin-Bargues, *Les démocraties face au Covid. L'état de la Constitution 2020-2022*, Paris, éditions Panthéon-Assas, 2023, pp. 81-95

45. « Le contrôle politique du gouvernement en dehors des enceintes parlementaires. A propos de la Mission d'évaluation de l'exécutif sur la gestion de la crise due au Covid-19 », *La V^e République. Mélanges en l'honneur de Didier Maus*, Aix-en Provence, PUAM, 2022, pp. 363-373

44. Véronique Champeil-Desplats, Elina Lemaire, « Faut-il changer le mode de désignation des membres du Conseil constitutionnel ? », rubrique « Controverses » de la *RFDC*, *RFDC* 2022/3, n° 131, pp. 531-543

43. « Faisons entrer la déontologie au Conseil constitutionnel », in René Dosière et Gaël Giraud (dir.), *Réveiller la démocratie*, Observatoire de l'éthique publique/Institut Rousseau, Editions de l'Atelier, 2022, pp. 108-111

42. « État d'urgence sanitaire et contrôle parlementaire du gouvernement en France », in Aurélien Antoine, Andrew Blick, Géraldine Gadbin-George et Elizabeth Gibson-Morgan (dir.), *La France et le Royaume-Uni à l'épreuve de l'épidémie de Covid-19*, Paris, Mare & Martin, 2022, pp. 19-32

41. « Régime indemnitaire des membres du Conseil constitutionnel : où en est-on ? », in Elina Lemaire et Thomas Perroud, *Le Conseil constitutionnel à l'épreuve de la déontologie et de la transparence*, LGDJ/IFJD, 2022, pp. 217-230

- 40.** « Propos introductifs », in Elina Lemaire et Thomas Perroud, *Le Conseil constitutionnel à l'épreuve de la déontologie et de la transparence*, LGDJ/IFJD, 2022, pp. 11-17
- 39.** « Pour une déontologie des membres du Conseil constitutionnel », in Elina Lemaire, Johanne Saison, Élise Untermaier-Kerléo, *La déontologie des juges en France. État des lieux et perspectives d'avenir*, IFJD/LGDJ, 2021, pp. 159-175
- 38.** « Introduction », avec Johanne Saison et Élise Untermaier-Kerléo, à l'ouvrage *La déontologie des juges en France. État des lieux et perspectives d'avenir*, IFJD/LGDJ, 2021, pp. 7-25
- 37.** « CADA, avis n° 20193027 du 19 décembre 2019, *Observatoire de l'éthique publique*. Les bulletins de paye des membres du Conseil constitutionnel constituent des documents administratifs communicables », *AJDA* 2020, n° 28, pp. 1589-1596
- 36.** « Naissance, consécration et disparition (?) d'une convention de la Constitution : l'exemple de la réserve parlementaire », *Jus Politicum*, n° 24, mai 2020
- 35.** « Propos introductifs » (avec Cécile Guérin-Bargues et Céline Roynier), *Jus Politicum*, n° 24, mai 2020
- 34.** « La notion de Constitution dans la doctrine constitutionnelle préclassique de la Troisième République (1871-1896) », in Armel Le Divillec (dir.), *La notion de Constitution dans la doctrine constitutionnelle de la Troisième République*, Paris, éd. Panthéon-Assas, 2020, pp. 49-70
- 33.** « Conseil constitutionnel : la suppression de la catégorie des membres de droit, une réforme indispensable mais insuffisante », in Denis Baranger et Olivier Beaud (dir.), *L'état de la Constitution 2018-2019*, Paris, éditions Panthéon-Assas, 2020, pp. 161-167 (également en ligne)
- 32.** « Les députés doivent-ils être neutres ? Brèves réflexions sur la récente réglementation de la tenue vestimentaire à l'Assemblée nationale », in Denis Baranger et Olivier Beaud (dir.), *L'état de la Constitution 2018-2019*, Paris, éditions Panthéon-Assas, 2020, pp. 59-70 (également en ligne)
- 31.** « Le Développement des Principes Fondamentaux de la Monarchie Française. Un testament politique de la haute magistrature de l'ancienne France », in Isabelle Brancourt (dir.), *Au cœur de l'État. Parlement(s) et cours souveraines sous l'Ancien Régime*, Paris, Classiques Garnier, 2020, pp. 379-397
- 30.** « La procédure de révision de la Constitution en Grèce : brèves réflexions à l'occasion de la réforme constitutionnelle de 2018-2019 », *RFDC* n° 122, 2020, pp. 415-435
- 29.** « Les groupes parlementaires et la crise du 16 mai 1877 », in Elina Lemaire (dir.), *Les groupes parlementaires*, Paris, Institut Universitaire Varenne, 2019, pp. 87-103

- 28.** « Propos introductifs », in Elina Lemaire (dir.), *Les groupes parlementaires*, Paris, Institut Universitaire Varenne, 2019, pp. 7-17
- 27.** « Un établissement public ne peut pas interdire le règlement en espèces. Note sous TA Dijon, 8 juillet 2019, *M. C. A.* », *AJDA*, 2019, n° 32, pp. 1892-1895
- 26.** « Théorie et pratique du régime parlementaire chez Jean Casimir-Perier », in Alain Laquière, Elina Lemaire, Éric Peuchot (dir.), *Les Perier, une famille au service de l'État*, Paris, Éditions du Cerf, 2019, pp. 161-172
- 25.** « Les progrès en matière de statut des groupes parlementaires » (avec Damien Connil), in Jean-François Kerléo, Elina Lemaire et Romain Rambaud (dir.), *Transparence et déontologie parlementaires : bilan et perspectives*, Paris, Institut Universitaire Varenne, 2019, pp. 65-74
- 24.** « Quelles propositions pour rénover le statut matériel des parlementaires ? », in Jean-François Kerléo, Elina Lemaire et Romain Rambaud (dir.), *Transparence et déontologie parlementaires : bilan et perspectives*, Paris, Institut Universitaire Varenne, 2019, pp. 225-229
- 23.** « Un établissement public peut-il interdire le règlement en espèces ? Le Tribunal administratif de Dijon botte en touche. Note sous TA Dijon, 28 décembre 2018, *M. C. A.* », *AJDA*, 2019, n° 27, pp. 710-715
- 22.** « L'interprétation des signes religieux par le juge administratif », in Elsa Forey et Yan Laidié (dir.), *L'application du principe de laïcité à la justice*, Rapport final de la recherche financée par le GIP « Mission de recherche Droit et Justice », 2019, pp. 88-104 [[en ligne](#)]
- 21.** « La sensibilisation des membres des juridictions administratives au principe de laïcité », in Elsa Forey et Yan Laidié (dir.), *L'application du principe de laïcité à la justice*, Rapport final de la recherche financée par le GIP « Mission de recherche Droit et Justice », 2019, pp. 62-78 [[en ligne](#)]
- 20.** « A propos de quelques problèmes juridiques entourant le régime indemnitaire des membres du Conseil constitutionnel », *Jus politicum*, décembre 2018, 23 p. [[en ligne](#)]
- 19.** « Le droit parlementaire de Robespierre », in Elsa Forey et Bernard Quiriny (dir.), *La pensée constitutionnelle de Robespierre*, Paris, La Mémoire du Droit, 2018, pp. 243-262
- 18.** « Jean Casimir-Perier, Copie du « Journal » de la présidence », texte édité, présenté et commenté, *Jus Politicum*, n° 20-21, juillet 2018, pp. 389-412 [[en ligne 1/2](#)]
- 17.** « A propos de Carlos-Miguel Pimentel, *La crise du 16 mai 1877. Edition critique des principaux débats constitutionnels*, Paris, Dalloz, 2017 », *Jus Politicum* n° 19, janvier 2018, pp. 272-279 [[en ligne](#)]

- 16.** « La réforme du contrôle du financement des partis politiques en Grèce, un progrès inachevé », in Elsa Forey, Aurore Granero, Alix Meyer (dir.), *Financement et moralisation de la vie politique*, Paris, Institut Universitaire Varenne, 2018, pp. 153-166
- 15.** « La réserve parlementaire sous l'angle du droit constitutionnel », *Jus Politicum*, n° 17, janvier 2017, 17 p. [[en ligne](#)]
- 14.** « La laïcité « répressive » : l'exemple du traitement de l'affaire Baby Loup au Parlement », in Cécile Guérin-Bargues et Nicolas Haupais (dir.), *Le fait religieux dans la construction de l'État*, Paris, Pedone, 2016, pp. 131-150
- 13.** « Révision de 1884 : l'autorité gouvernementale en débats », *RDP*, n° 4, 2016, pp. 1163-1184
- 12.** « Le désaccord du parlement et du gouvernement sur « la Constitution du pouvoir politique en temps de guerre » : l'échec du projet Briand sur les décrets-lois (décembre 1916-janvier 1917) », *Jus Politicum*, n° 15, janvier 2016, 28 p. [[en ligne](#)]
- 11.** « Jean-Paul Lafargue, « Pages d'Histoire [essai sur les causes de la démission de Jean Casimir-Perier] » », texte édité, présenté et commenté, *Jus Politicum*, n° 15, janvier 2016, 36 p. [[en ligne](#)]
- 10.** « Jean Casimir-Perier, « Récit des événements de la présidence » et « Résumé des entretiens avec Dupuy, Poincaré et Hanotaux » », textes édités, présentés et commentés, *Jus Politicum*, n° 15, janvier 2016, 45 p. [[en ligne](#) 1/2/3]
- 9.** « Baby Loup au Parlement : un autre aspect de l'affaire », *AJDA* 2014, n° 26, p. 1457
- 8.** « Fonder la République en révisant la Constitution : le débat sur la réforme des institutions à la Chambre des députés (mai 1881-février 1882) », in Patrick Charlot (dir.), *La Troisième République : ordre politique, ordre moral, ordre social ?* Paris, Institut Universitaire Varenne, 2014, pp. 63-88
- 7.** « La magistrature gardienne des libertés : la sécularisation de l'office du juge dans les doctrines parlementaires des Lumières », *Justice et État*, Aix-en-Provence, PUAM, 2014, pp. 211-221
- 6.** « Pour une réforme du régime d'attribution des bourses de l'enseignement supérieur », *AJDA* 2013, n° 26, p. 1473
- 5.** « Dans les coulisses du Conseil constitutionnel. Comment le rôle de gardien des droits et libertés constitutionnellement garantis est-il conçu par les membres de l'institution ? », *Jus politicum*, n° 7, mars 2012, 41 p. [[en ligne](#)]
- 4.** « De l'influence de la notification de la décision d'aide juridictionnelle sur le délai de recours. A propos de la décision du TA de Lille, 20 janvier 2009, *Mme Assia Faci* », *AJDA* 2009, n° 23, pp. 1257-1261
- 3.** « Actualité du principe de prohibition de la privatisation de la police », *RFDA* 2009, pp. 767-776

2. « La notion de droit public dans les remontrances des parlements au XVIII^e siècle », *Revue d'Histoire des Facultés de Droit et de la Science Juridique*, Paris, SHFD, 2004, n° 24, pp. 53-64

1. « L'entourage civil du Président de la III^e République (1870-1920) », *Revue Administrative*, Paris, PUF, juillet 2003, n° 334, pp. 416-427

Billets et notes

[les billets publiés sur le blog de la revue *Jus Politicum*, sur le blog du Club des juristes et sur le blog *Droit administratif* sont soumis pour évaluation à un comité de rédaction. Les notes publiées par l'Observatoire de l'éthique publique font l'objet d'une évaluation en double aveugle]

25. « [Avantages des anciens membres du Gouvernement : que dit le droit ?](#) » (avec Jean-François Kerléo), *Blog de Jus Politicum*, 9 octobre 2025 (17 000 signes)

24. « [L'excessive politisation du juge constitutionnel français](#) », *Blog Diritti comparati*, mars 2025 (11 000 signes)

23. « [Les obligations déontologiques des futurs ministres](#) », *Blog du Club des juristes*, juillet 2024 (9000 signes)

22. « [Contre-actualité. Brèves réflexions sur la décision n 2024-159 ORGA, Décision portant création du comité d'histoire du Conseil constitutionnel](#) », *Blog de Jus Politicum*, juin 2024 (17 000 signes)

21. « [Un « code de conduite » pour répondre à la crise de confiance de la Cour suprême ?](#) » (avec Margaux Bouaziz), *Blog de Jus Politicum*, décembre 2023 (19 000 signes)

20. « [Propos sur le Hamas d'une députée LFI : la liberté d'expression des parlementaires en question](#) », *Blog de Jus Politicum*, octobre 2023 (14 000 signes)

19. « [Accusations de « faux témoignage » devant une commission d'enquête parlementaire : que risque Mme Le Pen ?](#) », *Blog du Club des juristes*, juin 2023 (8 500 signes)

18. « [Un plaidoyer à contre-temps ? \(A propos du Plaidoyer pour un Parlement renforcé de Yaël Braun-Pivet\)](#) », *Blog de Jus Politicum*, décembre 2021 (avec Alexis Fourmont et Jean-Jacques Urvoas, 18 000 signes)

17. « [Carence du contrôle parlementaire et contrôle politique par les experts. A propos de la « Mission d'évaluation de l'exécutif sur la gestion de la crise due au Covid-19 »](#) », *Blog de Jus politicum*, novembre 2021 (15 500 signes)

16. « [La LPR, un cas d'école d'engagement de la responsabilité de l'État du fait des lois](#) » (avec Fabien Bottini), *Blog Droit administratif*, mai 2021 (10 000 signes)

15. « [La liberté d'expression des parlementaires : une mise au point après « l'affaire » Houpert](#) », *Blog de Jus Politicum*, janvier 2021 (18 000 signes)

- 14.** « La réglementation des finances des groupes parlementaires : un progrès certain et presque achevé », Note rédigée dans le cadre de l'Observatoire de l'éthique publique, novembre 2020 (28 000 signes)
- 13.** « Enquêtes parlementaires : que risque le gouvernement ? », *Blog du Coronavirus* du Club des juristes, juin 2020 (9 000 signes)
- 12.** « Propositions pour une réforme du régime indemnitaire des membres du Conseil constitutionnel », Note rédigée dans le cadre de l'Observatoire de l'éthique publique, juin 2020 (20 000 signes)
- 11.** « Contrôle parlementaire de la crise sanitaire : interrogations autour de l'attribution des pouvoirs d'enquête à la Mission d'information sur l'épidémie de Coronavirus à l'Assemblée nationale », *Blog de Jus Politicum*, juin 2020 (24 000 signes)
- 10.** « Le Parlement face à la crise du covid-19 (2/2). Exercice de la compétence normative et contrôle gouvernemental en période de crise (sanitaire) », *Blog de Jus Politicum*, avril 2020 (18 000 signes)
- 9.** « Le Parlement face à la crise du covid-19 (1/2). Une assemblée parlementaire peut-elle fonctionner en « comité restreint » ? », *Blog de Jus Politicum*, avril 2020 (16 000 signes)
- 8.** « Révision constitutionnelle en Grèce : rigidité constitutionnelle et ambitions déçues de la gauche radicale », *Blog de Jus Politicum*, décembre 2019 (19 000 signes)
- 7.** « Régime indemnitaire des membres du Conseil constitutionnel : le gouvernement refuse la transparence », *Blog de Jus Politicum*, avril 2019 (12 000 signes)
- 6.** « Conseil constitutionnel : la suppression de la catégorie des membres de droit, une réforme indispensable mais insuffisante », *Blog de Jus Politicum*, juin 2018 (18 000 signes)
- 5.** « Les députés doivent-ils être neutres ? Brèves réflexions sur la récente réglementation de la tenue vestimentaire à l'Assemblée nationale », *Blog de Jus Politicum*, février 2018 (31 000 signes)
- 4.** « Les « Conférences des réformes » pour une nouvelle Assemblée nationale : initiative bienvenue, issue incertaine », *Blog de Jus Politicum*, octobre 2017 (15 600 signes)
- 3.** « La procédure accélérée ou la regrettable normalisation d'une procédure dérogatoire », *Blog de Jus Politicum*, juillet 2017 (15 500 signes)
- 2.** « Crise grecque : le double échec de la démocratie. Libres propos à l'occasion de l'anniversaire d'un autre référendum », *Blog de Jus Politicum*, juillet 2016 (5 500 signes)
- 1.** « Les politiques au Conseil constitutionnel : une dangereuse aberration (à propos du contentieux du contrôle des comptes de campagne de Nicolas Sarkozy) », *Blog de Jus Politicum*, juin 2016 (7 600 signes)

Tribunes parues dans la presse

[les titres des tribunes sont choisis par les rédactions des différents journaux et médias où elles sont publiées]

- 12.** Elina Lemaire et René Dosièrre, « Conseil constitutionnel : peut-on se dire « Sage » sans déontologie ? », *Libération*, édition web du 8 mars 2025 [[en ligne](#)]
- 11.** Elina Lemaire, « Conseil constitutionnel : il serait opportun que le président de l'institution soit choisi parmi des juristes aguerris », *Le Monde*, édition papier du 10 février 2025 [[en ligne](#)]
- 10.** Elina Lemaire, « Pour un contrôle véritable des candidatures au Conseil constitutionnel », *Le Monde*, édition papier du 18 février 2022 [[en ligne](#)]
- 9.** (Collectif) « Université : Le risque existe que le mode de recrutement débouche sur un certain clientélisme, notamment politique », *Le Monde*, édition numérique du 14 février 2021 [[en ligne](#)]
- 8.** Elina Lemaire, « La recherche est mue par le seul désir de connaître et de faire connaître, cela ne signifie pas qu'elle soit inutile », (titre original : « Qu'est-ce que l'Université ? »), *Le Monde*, édition papier du 10 décembre 2020 [[en ligne](#)]
- 7.** Elina Lemaire, « Groupes politiques parlementaires : encore un petit effort de transparence », tribune web pour Capital, 16 novembre 2020 [[en ligne](#)]
- 6.** (Collectif) « Pour un déontologue du gouvernement », *Le Journal du Dimanche*, édition du 3 août 2019
- 5.** (Collectif) « Les élus ne cherchent pas à s'enrichir systématiquement », *Le Monde*, édition du 13 mars 2019
- 4.** Elina Lemaire, « Réformons en profondeur le Conseil constitutionnel », *Libération*, édition papier du 21 février 2019 [[en ligne](#)]
- 3.** (Collectif) « Matignon doit-il encore subventionner les think tanks ? », *Libération*, édition du 24 novembre 2018
- 2.** (Collectif) « Transparence de la vie publique : beaucoup reste à faire », *Libération*, édition du 31 mai 2018
- 1.** Elina Lemaire, « Cessons de réduire la loi du 9 décembre 1905 à la seule neutralité », *Libération*, édition papier du 2 février 2016, p. 22 [[en ligne](#)]

PARTICIPATION À DES COLLOQUES ET CONFÉRENCES

- 38.** Table ronde autour de l'ouvrage de Jean-Félix de Bujadoux, *L'épisode Millerand (1920-1924). Quand un chef d'État voulut inventer le présidentielisme sous la III^e*

République, Paris, Dalloz, 2024, 162 p., Université Paris Panthéon-Assas (avec Dominique Rousseau et Nicolas Rousselier), 5 mars 2025

37. « L'externalisation du contrôle politique du Gouvernement français pendant la crise sanitaire », colloque « La responsabilité des gouvernants en période de crise : une étude comparée France-Italie », organisé par Eleonora Bottini (Université de Caen Normandie) et Antonia Baraggia (Università Statale di Milano), Università Statale di Milano, Milan, 17 décembre 2024

36. Table ronde « La responsabilité des juges, conditions de leur légitimité ? », organisée par Julien Padovani et Marie-Odile Peyroux-Sissoko dans le cadre du séminaire LEGIJUGE, Université de Besançon, 29 novembre 2024

35. Table ronde « De la dissolution à la formation du gouvernement Barnier : Où en sont nos institutions », organisée par l'Institut Michel Villey, Université Paris Panthéon-Assas, 16 octobre 2024 (avec Cécile Bargues, Denis Baranger, Olivier Beaud, Jean-Marie Denquin, Julien Jeanneney, Arnaud Le Pillouer, Nicolas Rousselier, Michel Troper et Patrick Weil)

34. Table ronde autour de l'ouvrage *Droit constitutionnel* (PUF, 2023) de Bruno Dageron, avec Armel Le Divillec et l'auteur, Université Paris Panthéon-Assas, 5 juin 2024

33. « Introduction : quelle participation pour quelle démocratie ? » (avec Margaux Bouaziz), colloque international « Participation citoyenne et démocratie. Enjeux théoriques et perspectives comparées », organisé en collaboration avec Margaux Bouaziz, Université de Bourgogne, 23-24 mai 2024

32. Participation à la 2^e table-ronde du Projet LEGIJUGE (La légitimité des juges), dirigé par Marie-Odile Peyroux-Sissoko et Julien Padovani, Université de Besançon, 19 décembre 2023

31. Présidence de la matinée de la journée d'étude organisée par Eva Darnay et Marie-Suzel Tabard au nom de la *Commission jeune recherche constitutionnelle de l'Association française de Droit constitutionnel* sur « Les partis politiques : des acteurs de la vie démocratique en déclin ? », Université de Bourgogne, 1^{er} juin 2023

30. « Doctrine organique et doctrine captive : mieux internaliser pour mieux contrôler ? », colloque national « Le Conseil constitutionnel et la doctrine », organisé par Samy Benzina et Julien Jeanneney, Universités de Poitiers et de Strasbourg, Strasbourg, 11 et 12 mai 2023

29. « La responsabilité du Gouvernement dans la gestion de la crise pandémique en France », XIV^e séminaire franco-japonais de droit public, Universités de Meiji, Université Ritssho, Université de Tokyo, Tokyo, 21-23 février 2023

28. « La dictature des colonels en Grèce : les forces armées, les institutions et les libertés », colloque national « Les forces armées, gardiennes des institutions et des libertés », organisé par Oscar Ferreira, Université de Bourgogne Franche-Comté, 24 et 25 novembre 2022

27. « Crise de la représentation et démocratie participative. A propos du « Conseil citoyen sur la vaccination » », colloque national « Covid-19 et citoyenneté », organisé

par Dominique Andolfatto, Université de Bourgogne Franche-Comté, 17 et 18 novembre 2022

26. « Les motions de censure comme instrument de défense des droits fondamentaux », colloque national « Les droits fondamentaux : quels enjeux pour le Parlement ? », organisé par Priscilla Jensel-Monge et Audrey Bachert-Peretti, Aix Marseille Université, 23 et 24 juin 2022

26. « Les conséquences institutionnelles de la gestion de la crise sanitaire en France », conférence organisée par le CREDOC, avec le soutien de l'ANR, sur l'impact de la crise sanitaire sur la cohésion sociale, MSH de Paris, 5 mai 2022.

25. « Les responsabilités du gouvernement et de ses membres », colloque national « Le droit constitutionnel à l'épreuve du quinquennat d'Emmanuel Macron », organisé par Thibault Carrère, Elsa Kohlhauer et Raphaël Reneau, Université du Mans, 10 et 11 mars 2022

24. « Les difficultés juridiques soulevées par le régime indemnitaire des membres du Conseil constitutionnel : constat et solutions », colloque national « Le Conseil constitutionnel, la déontologie et la transparence », organisé par Elina Lemaire et Thomas Perroud, Université Paris II, 10 et 11 juin 2021

23. « État d'urgence sanitaire et contrôle parlementaire du gouvernement en France », colloque international « Coronavirus-Covid 19. Constitutional, political and social threats and challenges in France and the United Kingdom », organisé par Aurélien Antoine, Andrew Blick, Géraldine Gadbin-George et Elizabeth Gibson-Morgan, Université Paris II et King's College (Londres), Paris et Londres, 27 et 28 mai 2021

22. « Les « institutions politiques » en complément du « droit constitutionnel » ? Retour sur la réforme des intitulés des enseignements de licence en 1954 », colloque national « Normes et institutions », organisé par Armel Le Divellec, Université Paris II, 19 mai 2021

21. Participation à la conférence d'actualité et de théorie du droit constitutionnel organisée par Tanguy Pasquier-Briand à l'Université d'Évry Paris-Saclay, 15 avril 2021. Discussion, avec David Foncesca, Thomas Hochmann, Armel Le Divellec et Tanguy Pasquier-Briand autour d'un texte d'Apostolis Vlachogiannis : « L'interprétation populiste de l'identité constitutionnelle : amorce d'une lecture illibérale de la Constitution ? »

20. « Le Conseil constitutionnel est-il un représentant d'intérêts ? », colloque organisé par Maxence Christelle, Bertrand-Léo Combrade et Charles-Edouard Sénac, Université de Picardie-Jules Verne, 29 mars 2021

19. « Naissance, consécration et disparition (?) d'une convention de la Constitution : l'exemple de la réserve parlementaire », colloque national « Le droit politique et la V^e République », organisé par Olivier Beaud, Cécile Guérin-Bargues, Elina Lemaire et Céline Roynier, Université Paris II, juin 2019

18. « Théorie et pratique du régime parlementaire chez Jean-Casimir Perier », colloque national « Les Perier, une famille au service de l'État », organisé par Alain Laquière, Elina Lemaire et Eric Peuchot, Université Paris-Descartes, 16 et 17 mai 2019

17. « Propos introductifs » (avec Alain Laquière et Eric Peuchot), colloque national « Les Perier, une famille au service de l'État », organisé par Alain Laquière, Elina Lemaire et Eric Peuchot, Université Paris-Descartes, 16 et 17 mai 2019

16. « Les parlementaires peuvent-ils se vêtir librement ? », colloque national « Le droit du vêtement », organisé par François Saint-Bonnet, professeur à l'Université Paris II, à l'Institut catholique de Vendée, La Roche-sur-Yon, 3 et 4 avril 2019

15. « Le juge administratif et l'interprétation du port de signes ou tenues manifestant une appartenance religieuse », séminaire organisé par Elsa Forey et Yan Laidié, membres du CREDESPO de l'Université de Bourgogne Franche-Comté, avec le soutien du GIP « Mission de recherche Droit et Justice », Dijon, 19 novembre 2018

14. « La sensibilisation des membres des juridictions administratives au principe de laïcité », séminaire organisé par Elsa Forey et Yan Laidié, membres du CREDESPO de l'Université de Bourgogne Franche-Comté, avec le soutien du GIP « Mission de recherche Droit et Justice », Dijon, 19 novembre 2018

13. « Quelles propositions pour rénover le statut matériel des parlementaires ? », dans le cadre d'une table ronde au colloque national « Transparence et déontologie parlementaires : bilan et perspectives », organisé par Jean-François Kerléo, Elina Lemaire et Romain Rambaud, Paris, Sénat, 26 octobre 2018

12. « Les progrès en matière de statut des groupes parlementaires » (avec Damien Connil), colloque national « Transparence et déontologie parlementaires : bilan et perspectives », organisé par Jean-François Kerléo, Elina Lemaire et Romain Rambaud, Paris, Assemblée Nationale, 25 octobre 2018

11. « Magistrature et idées politiques au XVIII^e siècle. A propos du *Développement des principes fondamentaux de la monarchie française* », conférence donnée dans le cadre du séminaire « Parlements et cours souveraines », porté par le LabEx COMOD de l'Université de Lyon et l'Institut d'histoire du droit de l'Université Paris II, Paris, Université Paris II, 15 juin 2018

10. « Plaidoyer pour le développement de la doctrine parlementaire », colloque national « Les groupes parlementaires », organisé par Elina Lemaire, membre du CREDESPO de l'Université de Bourgogne Franche-Comté, Dijon, 24 et 25 mai 2018

9. « Le droit parlementaire de Robespierre », colloque national organisé par Elsa Forey et Bernard Quiriny, membres du CREDESPO de l'Université de Bourgogne Franche-Comté, sur le thème « Le droit constitutionnel de Robespierre », Dijon, 18 et 19 mai 2017

8. « La transparence dans le contrôle du financement des partis politiques en Grèce. Regards critiques sur les évolutions récentes », colloque international organisé par Elsa Forey et Dominique Andolfatto, membres du CREDESPO de l'Université de Bourgogne Franche-Comté, sur le thème « Financement et la moralisation de la vie politique. Perspective comparée », Dijon, 24 et 25 octobre 2016

7. « La notion de Constitution dans la doctrine constitutionnelle préclassique de la Troisième République (1871-1896) », colloque national organisé par Armel Le Divellec, membre du CECP de l'Université Paris II – Panthéon-Assas, sur le thème « La notion de Constitution dans la doctrine de la Troisième République », Paris, 10 et 17 juin 2016

6. « Le désaccord du parlement et du gouvernement sur « la Constitution du pouvoir politique en temps de guerre » : l'échec du projet Briand sur les décrets-lois (décembre 1916-janvier 1917) », colloque national organisé par Elina Lemaire et Romain Rambaud, membre du CRJ de l'Université Grenoble-Alpes, sur le thème « La Grande Guerre et le droit public », Dijon, 26 et 27 novembre 2015

5. « La laïcité « répressive » : l'exemple du traitement de l'affaire Baby Loup au Parlement », colloque national organisé par Cécile Guérin-Bargues et Nicolas Haupais, membres du CRJ Pothier de l'Université d'Orléans, sur le thème « Le fait religieux dans la construction de l'État », Orléans, 18 et 19 juin 2014

4. « Fonder la République en révisant la Constitution : le débat sur la réforme des institutions à la Chambre des députés (mai 1881-février 1882) », colloque national organisé par Patrick Charlot, membre du CREDESPO de l'Université de Bourgogne Franche-Comté, sur le thème « La Troisième République : ordre politique, ordre moral, ordre social ? », Dijon, décembre 2013

3. « La magistrature gardienne des libertés : la sécularisation de l'office du juge dans les doctrines parlementaires des Lumières », colloque international organisé par l'Association Française des Historiens des Idées Politiques sur le thème « Justice et État », Aix-en-Provence, septembre 2013

2. « Dans les coulisses du Conseil constitutionnel. Le poids des considérations politiques et prudentielles dans l'élaboration de la jurisprudence », colloque national organisé par l'Institut Michel Villey de l'Université Paris II et l'Institut de Recherches Carré de Malberg de l'Université de Strasbourg, sur le thème « Le Conseil constitutionnel, gardien des libertés ? », Strasbourg, mai 2011

1. « La notion de droit public dans les remontrances des parlements au XVIII^e siècle », journées d'étude organisées par la Société pour l'Histoire des Facultés de Droit et de la Science Juridique, l'École doctorale de droit public interne, science administrative et science politique, l'Institut Michel Villey et l'Institut Cujas de l'Université Paris II, sur le thème « L'autre commémoration : La doctrine française et le droit public », Paris, septembre 2004

INTERVENTIONS DANS LES MEDIAS - VULGARISATION

Interviews dans la presse écrite – Émissions à la radio et à la télévision

40. Pour *El Mercurio* (quotidien national chilien), au sujet de la peine d'inéligibilité prononcée à l'encontre de Mme Le Pen : « El dilema de Le Pen tras ser inhabilitada : apostar por revertir su condena o impulsar a su delfin », édition du 1^{er} avril 2025

39. Pour France Info, au sujet des nominations des membres du Conseil constitutionnel, février 2025

38. Pour *Le Monde Campus*, au sujet des conditions de travail des universitaires : [« On a atteint un point quasi ingérable » : les universitaires croulent sous les heures complémentaires »](#), octobre 2024

37. Pour *The Conversation*, au sujet des groupes parlementaires à l'Assemblée nationale à l'ouverture de la XVII^e législature : [« Quelle « structuration » pour la nouvelle Assemblée nationale ? »](#), juillet 2024

36. Pour RCF en Bourgogne, au sujet de la démocratie participative, dans le cadre de l'émission radiophonique « C le mag », 18 avril 2024

35. Pour *Médiapart*, au sujet du régime indemnitaire des membres du Conseil constitutionnel, avril 2023 : « Fabius à 50 ans, Juppé à 57 ans : des membres du Conseil constitutionnel ont touché une retraite précoce », 2 mai 2023

34. Pour France Inter, rubrique « De quoi on parle » (journal de 19 h), au sujet de la nomination des membres du Conseil constitutionnel et du rôle du service juridique, 9 avril 2023

33. Pour l'*AFP-Assemblée Nationale* et *Le Revenu*, au sujet de la décision (alors à venir) du Conseil constitutionnel sur le projet de loi de réforme des retraites (PJFSS) : « Censure partielle, totale, ou balle au centre : les options des Sages sur les retraites », avril 2023

32. Pour *Challenges*, au sujet de la décision (alors à venir) du Conseil constitutionnel sur le projet de loi de réforme des retraites (PJFSS) : « Réforme des retraites : pression maximale au Conseil constitutionnel avant la décision du 14 avril », avril 2023

31. Pour *Europe 1*, au sujet du recours au référendum d'initiative partagée pour faire obstacle à l'entrée en vigueur de la réforme des retraites de 2023, mars 2023

30. Pour l'*AFP-Factuel*, au sujet du recours au référendum d'initiative partagée pour faire obstacle à l'entrée en vigueur de la réforme des retraites de 2023, mars 2023

29. Pour l'*AFP-Factuel*, au sujet de la discipline partisane à l'Assemblée nationale : « Le « chantage à l'exclusion des députés » d'un groupe parlementaire puni par la loi ? Le raccourci trompeur de Jean-Luc Mélenchon », mars 2023

28. Pour *El Mercurio* (quotidien national chilien) au sujet de l'usage de l'article 49 al. 3 de la Constitution pour faire adopter le PJLRSS relatif à la réforme des retraites : « Macron se salta al Parlamento para aprobar reforma y enfrenta la ira de la oposicion », édition du 17 mars 2023

27. Pour *Capital*, au sujet de l'usage de l'article 49 al. 3 de la Constitution pour faire adopter le PJLRSS relatif à la réforme des retraites : « Après le 49-3, la réforme des retraites peut-elle encore être mise en échec ? », mars 2023

26. Pour l'*AFP-Factuel*, au sujet de la possibilité de soumettre au référendum un projet de loi de réforme des retraites : « Pas d'obstacle juridique au recours au référendum sur la réforme des retraites, selon les experts », janvier 2023

25. Pour *De Volkskrant* (quotidien national néerlandais), au sujet de la convocation, par le président de la République, d'un conseil de défense pour évoquer la crise énergétique

dans le cadre de la crise russo-ukrainienne : « Macron roept defensieraad bijeen in verband met energiecrisis : moeilijke winter in het verschiet », septembre 2022

24. Pour *Le Parisien*, au sujet de la tenue vestimentaire des députés : « Assemblée nationale. Cravate, costume... quelles sont les règles vestimentaires ? », juillet 2022

23. Pour *l'AFP-Factuel*, au sujet des immunités parlementaires : « Accusations de viol : Damien Abad protégé des poursuites par son immunité de député ? Des affirmations à nuancer », juillet 2022

22. Pour *The Conversation*, au sujet des groupes parlementaires à l'Assemblée nationale à l'ouverture de la XVI^e législature : « Comment les groupes parlementaires structurent la vie politique française », juillet 2022

21. Pour *Acteurs Publics*, au sujet de la nouvelle configuration politique à l'Assemblée nationale à l'été 2022 : « Le Conseil constitutionnel ne sera pas un arbitre entre les oppositions et la macronie », juin 2022

20. Pour *l'AFP-Factuel*, au sujet des résultats du second tour des élections législatives de 2022 : « Rapports de force à l'Assemblée : les questions posées par le séisme des législatives », juin 2022

19. Pour *Capital*, au sujet de la perspective d'une VI^e République : « Premier ministre, Jean-Luc Mélenchon pourrait-il vraiment instaurer la VI^e République ? », mai 2022

18. Pour *Capital*, à propos de la prérogative présidentielle de nomination du premier ministre : « Législatives : Emmanuel Macron pourrait-il refuser de nommer Jean-Luc Mélenchon premier ministre ? », avril 2022

17. Pour *L'Hémicycle*, à propos de pistes de réforme visant à renforcer le Parlement, 5 mai 2022 : Pierre Januel, « Un Parlement, pour quoi faire ? »

16. Pour *Il Giornale* (quotidien national italien) à propos du risque de cohabitation en 2022, édition du 26 avril 2022

15. Pour *Capital*, au sujet des propositions des autorités de nomination des membres du Conseil constitutionnel : « Emmanuel Macron ne prend pas le Conseil constitutionnel au sérieux », février 2022

14. Pour *Capital*, au sujet de la proposition formulée par Mme Le Pen d'exonérer les jeunes de moins de trente ans d'impôt sur le revenu : « Impôt sur le revenu : la proposition choc de Marine Le Pen est-elle constitutionnelle ? », novembre 2021

13. Pour *Libération*, au sujet d'une hypothèse de situation de conflit d'intérêts dans la décision rendue par le Conseil constitutionnel le 5 août 2021 sur la *Loi relative à la gestion de la crise sanitaire* (n° 2021-824 DC) : « Conseil constitutionnel et pass sanitaire : Laurent Fabius est-il en situation de conflits d'intérêts à cause de son fils chez McKinsey ? », édition du 8 août 2021

12. Pour *Le Monde*, au sujet de la place du Parlement dans la gestion de la crise sanitaire : « Au Parlement, la bataille des élus pour exister », édition du 28 juillet 2021

11. Pour l'émission « Esprit de justice » animée par Antoine Garapon, sur France culture, le 12 mai 2021, à propos des « Racines historiques et culturelles du Conseil d'État »

10. Pour *Reporterre*, journal en ligne, au sujet de l'usage de la procédure accélérée pendant la XV^e législature, « Les astuces du gouvernement pour empêcher le débat parlementaire », édition du 12 avril 2021

9. Pour *Le Monde*, au sujet de la proposition de loi organique (Assemblée Nationale, n° 3720) visant à modifier le régime indemnitaire des membres du Conseil constitutionnel, « Débat autour des salaires du Conseil constitutionnel », édition du 10 février 2021

8. Pour *L'opinion*, au sujet de la proposition de loi organique (Assemblée Nationale, n° 3720) visant à modifier le régime indemnitaire des membres du Conseil constitutionnel, « Conseil constitutionnel : la rémunération des sages en partie illégale », édition du 5 février 2021

7. Pour *Sud Ouest*, au sujet de la proposition de loi organique (Assemblée Nationale, n° 3720) visant à modifier le régime indemnitaire des membres du Conseil constitutionnel, « Conseil constitutionnel : la drôle de paye des « sages » », [édition du 24 janvier 2021](#)

6. Pour *La Croix*, au sujet de l'engagement de la procédure accélérée sur le projet de loi « confortant les principes républicains » (de « lutte contre les séparatismes »), janvier 2021, *La Croix*, « Pourquoi la loi séparatisme sera examinée en mode « accéléré » », [édition du 3 janvier 2021](#)

5. Pour le Journal Télévisé (20 heures) de France 2, au sujet du régime indemnitaire des membres du Conseil constitutionnel, édition du 20 juillet 2020

4. Pour *Capital*, au sujet du régime indemnitaire des membres du Conseil constitutionnel, capital.fr (« Indemnités illégales au Conseil constitutionnel : la faute à la ministre des Armées ? »), juin 2020

3. Pour *Le Monde*, au sujet du régime indemnitaire des membres du Conseil constitutionnel, *Le Monde*, [édition du 26 juin 2020](#)

2. Pour le *Huffington Post*, juin 2020, au sujet de [l'enquête parlementaire à l'Assemblée nationale sur la gestion de la crise sanitaire liée à l'épidémie de Coronavirus](#)

1. Pour RCF en Bourgogne, « Les groupes parlementaires », dans le cadre de l'émission radiophonique « Politique pour tous », mai 2018

« Position Paper » publié dans le cadre de l'Observatoire de l'éthique publique

1. « [A l'occasion des nominations de 2022, repenser les conditions de la nomination et le statut des membres du Conseil constitutionnel](#) », janvier 2022

Conférences sans actes - Vulgarisation

- 7.** Animation d'une table ronde sur « La difficulté d'accès aux documents administratifs des institutions politiques », université d'été de l'Observatoire de l'éthique publique, IEP de Lille, 31 mai 2024
- 6.** « Pleins feux sur le « remaniement » gouvernemental en France », *Infolettre* du Réseau francophone d'éthique et de déontologie parlementaires, mars 2024
- 5.** « Covid-19 et démocratie politique », dans le cadre des conférences citoyennes organisées par le CREDESPO de l'Université de Bourgogne Franche-Comté, ici sur le thème « Covid-19, citoyenneté et démocratie », 10 mai 2022
- 4.** « La LPR et la qualification aux fonctions de maître de conférences et de professeur des Universités », Séminaire de formation doctorale organisé par Céline Roynier et Sophie Nadal, Université de Cergy-Pontoise, 15 avril 2021
- 3.** « Neutralité des monuments et des emplacements publics. A propos de quelques affaires récentes », dans le cadre des conférences citoyennes organisées par le CREDESPO de l'Université de Bourgogne Franche-Comté, ici sur le thème « Regards juridiques sur la laïcité », 10 décembre 2018
- 2.** « Le financement de la campagne pour l'élection présidentielle », dossier « Regards sur l'élection présidentielle » coordonné par Dominique Andolfatto, professeur de science politique à l'Université de Bourgogne Franche-Comté, mis en ligne sur le site Internet de l'Université en avril 2017
- 1.** « La liberté par la contrainte. Réflexions sur la limitation de la liberté d'expression religieuse dans la France contemporaine », *La semaine du droit*, Université de Bourgogne Franche-Comté, mars 2017